

Projet de loi sur le Pouvoir d'achat : les ruralités encore dans l'angle mort !

Depuis plusieurs mois, l'inflation frappe durement les Français, contraints de se serrer encore un peu plus la ceinture pour se nourrir, se déplacer, se chauffer... Les habitants des zones rurales sont particulièrement touchés, leurs dépenses d'énergie de chauffage et de carburant étant de 40% et 20% plus élevées. Ceci s'ajoute à un phénomène de recul des services publics qui touche les zones rurales depuis de nombreuses années : fermeture des petites lignes ferroviaires, des guichets de services publics, des hôpitaux de proximité, manque de médecins... créant ainsi un sentiment d'abandon et de colère. Familles Rurales alerte les pouvoirs publics depuis plusieurs mois afin qu'ils prennent en compte ces spécificités.

Dans ce contexte, la présentation des mesures pouvoir d'achat par le Gouvernement le 7 juillet dernier était fortement attendue. Force est de constater que si des mesures indispensables seront prises, elles n'apportent qu'une réponse partielle et ne prennent pas assez en compte les enjeux des zones rurales. La facture de l'inflation n'est pourtant pas la même pour tous.

- Nous demandons une mesure plus ciblée sur les carburants afin de soutenir les personnes n'ayant pas d'autre alternative que la voiture pour se déplacer. L'aide proposée « carburant travailleur » ne répond que partiellement à cette attente. Elle exclut une partie de la population qui en aurait pourtant besoin (retraités, demandeurs d'emploi etc...) et repose sur du « one shot » qui n'apporte pas de solution pérenne.
- Le « chèque alimentation » n'a d'alimentation que le nom puisqu'il n'est en aucun cas ciblé et là aussi versé en une fois ! Depuis plus d'un an, la proposition d'un chèque alimentation versé chaque mois et réservé à des produits alimentaires « sains » est pourtant discutée. Elle ne figure toujours pas dans ce projet de loi. Pourtant les conséquences de la « malbouffe » induisent des dépenses de santé considérables de plus de 20 milliards d'euros par an. Il s'agit d'un enjeu de santé majeur.
- Si le blocage des prix du gaz et de l'électricité est une bonne nouvelle, aucune aide pour les 20% de ruraux encore contraints de se chauffer au fioul dont le prix a doublé ! Afin d'aider les familles à sortir de ce mode de chauffage il est urgent de les accompagner davantage et de tendre à un « zéro reste à charge » pour les plus modestes et une augmentation des seuils de Ma Prim'Renov pour les classes moyennes.

Le Mouvement exhorte le Gouvernement à plus d'ambition pour répondre aux enjeux auxquels nous faisons face et appelle les Parlementaires à apporter les améliorations nécessaires à ces dispositifs afin qu'ils amènent une réponse plus efficace et plus juste.

Au-delà de ces mesures d'urgence, Familles Rurales réitère ses propositions pour lancer dès à présent les chantiers qui nous permettront de conjuguer transition écologique et pouvoir d'achat : un plan de mobilité rural pour sortir de la dépendance au véhicule individuel, un plan du « manger mieux pour tous », un plan massif de transition énergétique pour les logements avec un accompagnement renforcé des ménages.

Contact :

Niki Vouzas, niki.vouzas@famillesrurales.org, 06 49 49 75 17